

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 18 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT

10 chemin d'Eragny
95550 BESSANCOURT

Référence : ud95-2023-0760
Code AIOT : 0006505476

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 octobre 2023 dans l'établissement METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT implanté 10 chemin d'Eragny à BESSANCOURT (95550). L'inspection a été annoncée le 11 septembre 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi courant du site, une inspection programmée a été réalisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT
- 10 chemin d'Eragny - 95550 - BESSANCOURT
- Code AIOT : 0006505476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site a été autorisée en 2003 pour diverses activités de collecte, regroupement et tri de déchets sur le site de BESSANCOURT. Par arrêté du 19 novembre 2019, l'exploitant a obtenu une autorisation environnementale pour la mise en place d'un broyeur de ferrailles.

À ce jour, le site regroupe les activités suivantes :

- Collecte, regroupement de déchets dangereux de batteries ;
- Collecte, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) gris, de métaux ferreux et non ferreux, de plastiques, papiers, cartons, bois, gravats et de déchets industriels en mélange ;
- Traitement de câbles électriques (par broyage), de métaux ferreux (par broyage) et de papiers/cartons (pressés en balles et ou broyés) ;
- Stockage de déchets avant et après traitement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 3.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 4.5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 8.7.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 8.4.5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations classées	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Nature des installations classées	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Nature des installations	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 1.2.4	/	Sans objet
4	Gestion de l'établissement	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 2.5	/	Sans objet
5	Gestion de l'établissement	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 2.8.2	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 3.2.2	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 3.3.1	/	Sans objet
9	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 4.2.2	/	Sans objet
13	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 8.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental du site est réalisé avec sérieux. Toutefois, des non-conformités perdurent. Elles concernent le respect des valeurs limites des rejets aqueux et la mise en oeuvre des actions préconisées dans l'étude du risque foudre. L'exploitant poursuit la mise en place d'actions correctives pour lever les non-conformités relevées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement			
Prescription contrôlée :			
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :			
Rubrique	Installations et activités concernées	Volume autorisé	Régime (*)
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Broyage de câbles électriques : 36 t/j Broyage de ferrailles : 160 t/j Total : 196 t/j	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Déchets dangereux (batteries) : 36 t	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794 et 2791. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.	Presse à balles : 10 t/j Cisaille fixe : 200 t/j Broyeur à câbles : 36 t/j Broyeur à ferrailles : 160 t/j Total : 406 t/j	A
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m².	Transit et tri de déchets de métaux, regroupement de déchets avant traitement : 3 145 m²	E
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Récupération et tri de déchets plastiques, papiers, cartons, bois. Entreposage de déchets plastiques broyés : 1 720 m³	E
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Déchets à trier et déchets ultimes : 900 m³	DC
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m³.	Collecte, regroupement, tri de DEEE gris (exclusivement ordinateurs – hors écrans – et box internet) : 30 m³	NC
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant inférieure à 5 000 m².	Déchets inertes : 60 m²	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total.	Volume annuel de carburant distribué : Gasoil : 123 m³ FOD : 104 m³	NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

Constats : Dans un premier temps, l'exploitant a présenté ses activités. L'entreprise a été créée en 1984, et reprise en 2008 par l'exploitant actuel. Celui-ci a réalisé de nombreux investissements afin de faire évoluer le site. En 2009, une presse à balles a été installée puis une presse cisaille pour couper les ferrailles. En 2015, le broyeur pour câbles a été installé. Enfin, un broyeur à ferrailles a été installé au centre du site après 2020.

Trente personnes travaillent sur site. Environ 40 000 tonnes de déchets sont traitées annuellement. L'année 2024 s'annonce difficile selon l'exploitant en termes de quantités de déchets traités.

Les clients se trouvent en Ile-de-France et régions limitrophes. Les déchets arrivent sur site à partir des camions de SOREVO (50%) et depuis certains professionnels en direct (50 %). Le site n'est pas autorisé aux particuliers ni aux artisans. En effet, le site SOREVO de GENNEVILLIERS accueille les particuliers et artisans.

Globalement, lorsqu'il s'agit de ses propres camions, SOREVO prend rendez-vous chez les clients pour la collecte de bennes. Pour les livraisons, les clients les plus importants prennent rendez-vous. Les petites entreprises ne prennent pas forcément rendez-vous mais les capacités du site permettent d'amortir la réception de ces quantités de déchets selon l'exploitant. Toutefois, seuls les clients enregistrés peuvent déposer des déchets sur le site de BESSANCOURT. L'exploitant a indiqué utiliser un ERP dénommé Mkgd dans lequel tous les clients sont enregistrés : Kbis + type de déchets + quantités avec un paramétrage des déchets « autorisés ».

Mkgd permet le suivi mensuel des différents déchets classés, conformément aux dénominations reprises dans les prescriptions : broyage câble, ferrailles, cisailage, presse à balle, déchets en tri/Transit. Au cours de la visite, la personne à l'accueil du site a présenté l'ERP utilisé avec les informations de livraison du jour. Il a pu être également constaté la présence de caméras permettant de visualiser l'intérieur des bennes. Toutefois, si le camion est bâché, lors du transvasement sur site, la personne sur site communique avec la personne de l'accueil pour l'informer de toute livraison non conforme.

Enfin, l'exploitant a précisé que le site disposait de deux portiques de contrôle de radioactivité, un à l'entrée et un à la sortie.

Dans un second temps, l'exploitant a présenté ses activités au regard des rubriques de la nomenclature. Depuis la dernière inspection, l'exploitant a rappelé avoir déposé, fin 2021, un premier dossier de porter à connaissance relatif aux modifications des cheminées et un deuxième dossier de PAC transmis en août 2022 dans lequel il indiquait souhaiter augmenter le volume de stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) relevant de la rubrique (2711), pour un maximum de 300 m³, soit des activités relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique.

Dans son rapport du 10 février 2023, l'inspection a conclu au caractère non substantiel des modifications souhaitées et a proposé de mettre à jour les prescriptions dont le tableau de classement. La prise d'acte de ces modifications est en cours auprès des services de la préfecture du Val d'Oise.

Les activités observées au cours de l'inspection sont bien celles reprises dans le tableau de classement, à l'exception des D3E. La prise d'acte de cette modification est en cours auprès des services de la préfecture du Val d'Oise.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nature des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 1.2.3, 9.2 et 9.3.1

Thème(s) : Situation administrative, Autres limites de l'autorisation

Prescription contrôlée :

Le site ne peut pas recevoir plus de 131 072 tonnes par an de déchets selon les seuils définis par installation ci-après :

- 9 036 t/an de déchets au sein de l'installation de broyage de câbles,
- 2 510 t/an de déchets au sein de l'installation de presse à balles,
- 50 200 t/an de déchets au sein de l'installation de cisailage de métaux,
- 40 160 t/an de déchets au sein de l'installation de broyage de ferrailles,
- 29 166 t/an de déchets au sein des installations de tri et transit.

(...)

L'ensemble des déchets réceptionnés proviennent principalement de la région Île-de-France et des départements limitrophes.

Article 9.2 Quantités autorisées

Type de déchets	Quantité maximale présente sur le site	
Déchets dangereux		
Batteries	30 m³	36 t
Déchets non dangereux		
Câbles électriques à broyer	3 780 m³	1130 t
Grenailles	220 m³	220 t
Ferrailles à cisailier	3 150 m³	630 t
Ferrailles cisailées (E1C)	2 650 m³	1 590 t
Ferrailles platinage à broyer	7 700 m³	1 540 t
Ferrailles broyées (E40)	1 580 m³	1 580 t
Métaux non ferreux	2 100 m³	420 t
DEEE gris	30 m³	2 t
Papiers/cartons vrac	700 m³	180 t
Papiers/cartons/plastiques balles	400 m³	120 t
Bois	500 m³	70 t
Plastiques (résidus de plastique broyé)	120 m³	60 t
Déchets inertes (gravats, terre, béton)	50 m³	70 t
Déchets industriels en mélange à trier	300 m³	90 t
Déchets ultimes	600 m³	180 t

Article 9.3.1 Déchets autorisés

Les déchets admissibles sur le site sont ceux mentionnés à l'article 1.2.3 du présent arrêté.

Un affichage des déchets pris en charge par l'installation doit être visible à l'entrée du site.

Constats : Sur les quantités de déchets traités en 2022, l'exploitant a repris les chiffres suivants, qui sont ceux renseignés dans GEREP :

- 3 069 t/an de déchets au sein de l'installation de broyage de câbles,
 - 1 967 t/an de déchets au sein de l'installation de presse à balles,
 - 9 586 t/an de déchets au sein de l'installation de cisailage de métaux,
 - 17 789 t/an de déchets au sein de l'installation de broyage de ferrailles,
 - 10 875 t/an de déchets au sein des installations de tri et transit,
- soit un total traité en 2022 de 43 286 tonnes, en hausse par rapport à 2021.

L'exploitant a bien déclaré dans GEREP ces quantités annuelles. Elles sont bien en deçà de celles autorisées. **La prescription est respectée.**

A partir de son ERP, l'exploitant peut extraire facilement certaines données. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a extrait les provenances géographiques des déchets traités sur son site. Il ressort que plus de 42 000 tonnes de déchets proviennent de France dont 41 000 tonnes d'Ile-de-France, soit plus de 94 %. L'exploitant a précisé que les autres déchets ressortaient comme provenant d'autres régions que l'Ile-de-France ou les régions limitrophes, du fait d'une adresse du client en dehors de ces régions mais que dans les faits, il s'agissait bien de déchets récupérés en Ile-de-France ou régions limitrophes. **La prescription est respectée.**

L'exploitant a présenté le logiciel de suivi des déchets, dénommé Mkg. Cet ERP permet de suivre les quantités de déchets sur site à un temps donné. L'exploitant réalise un suivi mensuel des quantités stockées sur site à partir de cet ERP.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a extrait les quantités de déchets stockés sur site, à la date du 5 octobre 2023 :

Type de déchets	Quantités présentes sur le site le 5 octobre 2023 (tonnes)	Quantités maximales autorisées (tonnes)
Déchets dangereux		
Batteries	16,7	36
Déchets dangereux		
Câbles électriques à broyer	83,4	1130
Grenailles	50	220
Ferrailles à cisailier	308,5	630
Ferrailles cisailées (E1C)	251,8	1590
Ferrailles platinage à broyer	298,9	1540
Ferrailles broyées (E40)	262,6	1580
Métaux non ferreux	Pas de données	
DEEE gris	Pas de données	
Papiers/cartons vrac	Pas de données	
Papiers/cartons/plastiques balles	30,2	300
Bois	34,7	70
Plastiques (résidus de plastique broyé)	45,5	60
Déchets inertes (gravats, terre, béton)	57,9	70
Déchets industriels en mélange à trier	65	270
Déchets ultimes	Pas de données	

Au cours de l'inspection, il a été constaté que les déchets sur site étaient ceux repris ci-dessus. Les quantités de déchets sur site apparaissent bien en deçà des quantités autorisées. Ainsi, bien que l'exploitant n'ait pu donner certaines des quantités de déchets sur site le jour de l'inspection, il n'est pas proposé de non-conformité sur ce point, les faibles quantités stockées le justifiant. Toutefois, l'inspection demande à l'exploitant de tenir ces chiffres à disposition pour la prochaine inspection.

Enfin, au cours de l'inspection, il a été constaté une affiche à l'accueil reprenant le type de déchets autorisés conformément aux déchets repris à l'article 9.2. **La prescription est respectée.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• une installation de broyage de câbles électriques ;• une installation de presse à balles équipée d'un broyeur ;• une installation de cisailage de métaux ;• une installation de broyage de ferrailles ;• une installation de tri et de transit de déchets dangereux et non dangereux. <p>Les horaires de fonctionnement des différentes activités sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• réception et évacuation de déchets : du lundi au jeudi de 7 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30 et le vendredi de 7 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30 ;• traitement de déchets (broyage, presse à balles et cisailage) : du lundi au jeudi de 7 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30, le vendredi de 7 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30 et le samedi de 8 h à 12 h.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de sécurité du site. Sur ce plan apparaissent clairement les différentes activités du site :</p> <ul style="list-style-type: none">- le bâtiment dans lequel est réalisé le broyage des câbles et la presse à balles, près de l'entrée du site ;- la zone avec la cisaille, à l'opposé de l'entrée du site ;- la zone de tri/transit de déchets non dangereux (bois, papier, carton, différentes ferrailles), à l'opposé de l'entrée du site, le long des limites de propriété ;- la zone avec le broyeur au centre du site ;- la zone de regroupement des batteries (déchets dangereux), au centre du site. <p>Aux niveaux des trois zones de traitement distinctes, l'exploitant a installé des pelles fixes électriques.</p> <p>S'agissant des horaires de fonctionnement, l'exploitant a précisé que les horaires étaient bien ceux repris dans l'arrêté. Toutefois, le fonctionnement le samedi matin reste aléatoire. Seules des opérations de maintenance peuvent être réalisées mais aucunement des activités de broyage/cisailage. Cette prescription pourra utilement être modifiée lors d'une prochaine mise à jour des prescriptions.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents – déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Au cours de l'inspection, l'inspection des installations classées a souhaité revenir sur l'incident du 12 septembre 2023. En effet, le SDIS a contacté l'inspection le 13 septembre 2023 pour l'informer être intervenu sur le site de SOREVO le 12 septembre 2023. Or, l'exploitant n'a pas informé l'inspection de cet incident. Interrogé, l'exploitant a précisé que les salariés étaient formés à la conduite à tenir en cas d'incendie. Les salariés, après avoir utilisé des extincteurs sur les parties des déchets en feu, ont préféré appeler le SDIS pour s'assurer d'avoir bien éteint l'incendie. Le SDIS est intervenu pour refroidir le broyeur et serait resté 30 min sur le site. L'inspection a rappelé à l'exploitant que, tout incendie ou presque-incendie doit être porté à la connaissance de l'inspection avec tous les éléments d'appréciation. A l'avenir, il conviendra de préciser l'origine supposée de l'incident et son extension (sur site et/ou hors site), les dégâts matériels et/ou humains et si l'incendie a nécessité la fermeture de la vanne de confinement. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 2.8.2
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi des sites si elle existe.
Constats : Le rapport annuel 2022 a été transmis à l'inspection par courriel du 6 juillet 2023. Il reprend, en premier lieu, les généralités du site dont les faits marquants et les quantités traitées en 2022, le programme d'autosurveillance de 2022 puis les résultats avec les actions correctives, si besoin, et le programme prévisionnel d'autosurveillance de 2023. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Traitement des rejets atmosphériques
1	Aspiration du broyeur à câbles	Cyclones décanteur + sous station-autonettoyante munies de manches à air
2	Aspiration du broyeur à ferrailles	Aspiration au niveau de l'aéro-séparateur à cascade et au niveau des séparateurs à courant de Foucault + ventilateur + filtre à manche + second ventilateur

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques n° 7913-006-001 du 26 mai 2023. Bien que la présence d'un 3^{ème} exutoire n'ait pas été actée, l'exploitant a réalisé les mesures de rejets atmosphériques en sortie des 3 cheminées le 9 mars 2023. L'exploitant a précisé que le 2^{ème} contrôle semestriel programmé en septembre 2023 a dû être décalé à octobre 2023. L'exploitant est en attente de la date de passage du prestataire.

S'agissant des résultats des mesures de contrôle des rejets atmosphériques du 1^{er} semestre 2023, particulièrement des vitesses d'éjection, 2 des 3 mesures de vitesse d'éjection présentent des dépassements des valeurs limites, seule la vitesse d'éjection en sortie de la cheminée du broyeur à ferrailles étant conforme. **Ceci constitue une non-conformité.** L'exploitant a déclaré ne jamais avoir eu de non-conformité sur les vitesses d'éjection. L'exploitant a ainsi déclaré que les actions correctives ont consisté, dans un premier temps, au nettoyage des conduits et cheminées. Il semble que des réglages sur l'extraction soient nécessaires mais l'exploitant n'en est pas persuadé. Il a précisé qu'il vérifierait, lors de résultats des prochaines mesures, si le nettoyage a suffi. **La mise en place des actions correctives permet de lever la non-conformité.**

S'agissant des résultats des mesures de contrôle des rejets atmosphériques, l'exploitant ayant réalisé des mesures sur les poussières, COVT, PCB de type dioxines et métaux, celles-ci respectent les valeurs limites en concentration pour les COVT et en concentrations et en flux pour les poussières.

Observations : Dans le cas où les résultats des mesures des rejets atmosphériques du 2^{ème} semestre ne seraient pas conformes, l'exploitant transmet à l'inspection le rapport, dans un 1^{er} temps, puis les actions correctives avec un échéancier de mise en œuvre, dans un second temps.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Émissaire concerné	Paramètres	Fréquence des mesures
Conduits n°1 et 2	Débit	annuelle
	Poussières	semestrielle
	COVT	semestrielle
	PCB de type dioxine	annuelle
	Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	annuelle

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées une fois par an à compter de la notification du présent arrêté pour chaque rejet atmosphérique, et pour l'ensemble des paramètres visés dans le tableau ci-dessus. Elles peuvent se substituer aux mesures à réaliser une fois par an dans le cadre de l'auto-surveillance mentionnées dans le tableau ci-dessus.

Une mesure pour chaque rejet atmosphérique est effectuée dans le mois suivant la mise en service de la ligne de broyage de ferrailles.

Au bout de 3 ans, l'exploitant évalue la pertinence de la mesure du paramètre PCB de type dioxine notamment, au regard des seuils de détection du laboratoire agréé. Sur la base de cette évaluation et avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées, la surveillance de ce paramètre pourra être abandonnée.

Constats : La fiche n° 6 reprend les résultats des dernières mesures de rejets atmosphériques. L'exploitant fait bien réaliser le suivi du débit, des PCB type dioxine et des métaux annuellement, sur ses 3 points de rejets et les poussières/COVT chaque semestre.

L'exploitant a interrogé l'inspection sur le dernier paragraphe de cette prescription, à savoir, sur la possibilité d'arrêter la surveillance du paramètre PCB de type dioxine. En effet, l'exploitant fait réaliser des mesures de ce paramètre depuis au moins 3 ans et, au regard des résultats (conformes), il souhaite stopper la surveillance de ce paramètre. L'inspection a précisé à l'exploitant qu'il pouvait lui transmettre sa demande (via un dossier de porter à connaissance) avec tous les éléments d'appréciation.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les PCB (de type dioxine) et les métaux.</p> <p>Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none">• avant la mise en service de l'installation de broyage de ferrailles (point zéro) ;• dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation de broyage de ferrailles;• après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 2.8.2 du présent arrêté.</p> <p>Le programme de surveillance tient compte des conditions météorologiques locales (vitesse et direction du vent, pluviométrie en fonction des saisons, topographie, ...).</p> <p>Les analyses sont réalisées pendant le fonctionnement de l'installation sur des périodes d'au moins deux mois, à l'intérieur de l'installation au niveau de chaque secteur où les retombées atmosphériques sont les plus importantes ainsi qu'à l'extérieur du site au niveau de 2 points représentatifs de l'environnement du site.</p> <p>Au bout de 3 ans, l'exploitant évalue la pertinence de cette surveillance notamment au regard des seuils de détection du laboratoire agréé. Sur la base de cette évaluation et avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées, la surveillance pourra être abandonnée.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fait réaliser annuellement des mesures des poussières, PCB (de type dioxines) et métaux dans l'environnement. Pour 2023, celles-ci ont été réalisées du 6 avril au 5 mai à l'aide de jauges oOwen. Or, la prescription ci-dessous impose une durée des mesures de 2 mois. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Non-conformité n° 1 : Au titre de 2023, l'exploitant a réalisé des mesures des retombées atmosphériques dans l'environnement sur une période d'un mois alors que la prescription prévoit des mesures sur une période d'au moins deux mois.</p>

Cinq points ont fait l'objet de mesures, dont un point témoin, un point en limite de site et trois points proches des habitations sous les vents dominants.

La campagne 2022 a, quant à elle, était réalisée sur plus de deux mois, du 01 mars 2022 au 05 mai 2022. S'agissant des résultats des mesures, le point 1 à l'entrée du site présente des anomalies en poussières et métaux. Les teneurs sont toutefois similaires aux teneurs des précédentes campagnes. Les dioxines et furannes présentent des résultats inférieurs à la valeur de bruit de fond rural (voir annexe E de la norme NF X 43-014) sauf pour le point 1. Quant aux PCB de type dioxines, les résultats obtenus sont similaires aux valeurs retrouvées dans la bibliographie avec toutefois, au niveau du point 1, des valeurs plus importantes que celles des autres points..

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux daté de mars 2023. Il a précisé n'avoir en eaux potentiellement polluées que des eaux pluviales de voirie. Sur le plan des réseaux, un seul point de rejet vers l'extérieur est présent, au niveau de la RD191, à l'entrée du site. Il a pour rejet final le bassin de la peupleraie situé de l'autre côté de la RD191. Le plan des réseaux reprend les zones du site collectées et les points de rejet internes. Toutes les eaux pluviales passent par un séparateur d'hydrocarbures localisé à l'entrée du site. Les eaux pluviales localisées près du broyeur au centre du site subissent un traitement supplémentaire via un décanteur lamellaire qui permet de réduire les HCT et les MES. Le plan des réseaux reprend également les 2 vannes de confinement du site : une vanne « ancienne » quart de tour et une vanne guillotine « nouvelle ».

Au cours de la visite sur site, il a été constaté que l'emplacement de la vanne guillotine, à savoir, la vanne située le plus en aval du réseau des eaux pluviales n'était pas matérialisée, d'une part, et que des bennes étaient situées devant son accès, d'autre part. **Ceci constitue une non-conformité.** L'exploitant a indiqué avoir fini récemment les travaux de mise en place des différents murs coupe-feu, ce qui a occasionné des mouvements des différents déchets et des bennes.

Par courriel du 9 octobre 2023, l'exploitant a transmis des photos permettant de constater que la vanne était bien dégagée, d'une part et qu'une affichette matérialisait sa position d'autre part. L'exploitant a mis en place cette affichette dans l'attente de la réception d'un panneau aluminium pérenne de dimension 980 x 350 mm. Le bon de commande de ce panneau est joint dans un autre mail du 9 octobre 2023. **Ceci permet de lever la non-conformité.**

Par ailleurs, au cours d'une précédente inspection, il avait été constaté que la vanne de confinement n'était pas étanche. Par courriel du 9 octobre 2023, l'exploitant a transmis la facture datée du 30 août 2022 relative aux travaux de «*dépose de l'obturateur, réagréage, pose du joint étanche et remontage de l'obturateur et le remplacement d'éléments du regard de l'obturateur*». Il a également envoyé un courrier daté du 26 octobre 2022 d'un prestataire qui certifie la bonne étanchéité de la vanne de fermeture lors de l'intervention du 7 septembre 2022.

Enfin, il convient de préciser que le plan « sécurité » reprenant les zones à risque, reprend également le schéma des réseaux et la position des vannes de confinement, particulièrement, la position de la vanne guillotine.
Observations : L'exploitant s'assure que l'accès à la vanne guillotine est dégagé en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Fréquence des mesures	Nature du prélèvement
Débit	semestrielle	Par un organisme compétent sur un prélèvement 24h proportionnel au débit
pH		
Température		
Matières en suspension (MES)		
Demande chimique en oxygène (DCO)		
Carbone Organique Total (COT)		
Hydrocarbures totaux (HCT)		
Plomb (Pb)		
Chrome (Cr)		
Cuivre (Cu)		
Zinc et composés (Zn)		
Arsenic et ses composés (As)		
Cadmium et ses composés (Cd)		
Mercure et ses composés (Hg)		
Nickel et ses composés (Ni)		

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1

Point de rejet	N°1	
	EPp	
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement issues de la dalle béton du broyeur de ferrailles	Eaux pluviales de voirie et de toiture et eaux polluées lors d'un accident
Pré-traitement	Séparateur d'hydrocarbures	Aucun
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures	
Exutoire du rejet	Bassin de la Peupleraie	
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Ru de Liesse et Oise	
Débit maximum horaire (m³/h)	11	

Constats : L'exploitant a présenté les derniers résultats des mesures en sortie du séparateur hydrocarbures, mesures réalisées le 1^{er} août 2023. Des anomalies perdurent. Elles concernent principalement certains métaux (Pb, Cu et Zn). **Ceci constitue une non-conformité.** L'exploitant recherche activement des solutions pour réduire les concentrations en métaux. Il a identifié qu'un traitement complémentaire, en sortie de séparateur, telle qu'une décantation, pourrait lui permettre de respecter les valeurs limites. Il a précisé s'être rapproché de la commune puis de l'agglomération du Val Parisis, sans succès, ceci afin de racheter un terrain en face du sien pour créer ce bassin de décantation.

Dans l'attente de la mise en œuvre de ce traitement supplémentaire, l'exploitant a accentué la périodicité de nettoyage du séparateur et du décanteur, ainsi que des canalisations eaux pluviales.

Non-conformité n° 2 : Les résultats des mesures des eaux pluviales montrent des non-conformités, particulièrement en métaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• d'un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi qu'un plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours : des plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et mentionnent les dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.2.1 ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets stockés dans l'installation ;• de robinets incendie armés (RIA) situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Les RIA sont répartis dans les zones suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ les aires extérieures de stockage de déchets non dangereux,◦ la ligne de broyage de ferrailles (6 RIA) ;• d'au moins 2 poteaux incendie présents autour de l'installation d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 permettant de fournir, en fonctionnement simultané, un débit minimal de 60 mètres cubes par heure par poteau pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Le poteau incendie le plus proche de l'installation se trouve à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres appareils, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). <p>Les réseaux garantissent l'alimentation de ces appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure pendant deux heures (conformément au document technique D9).</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie.</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un groupe mobile sur groupe motopompe thermique associé à une réserve d'eau d'1 m³ ;• d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre, convenablement répartie et en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont capables de fonctionner efficacement, quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>

Constats :

L'exploitant a décrit les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site :

- des téléphones pour contacter le SDIS en cas de problème ;
- un plan de sécurité sur lequel apparaissent 3 zones dangereuses clairement identifiées : la zone de broyage des câbles, la zone de broyage au centre du site et la zone de la cisaille, ainsi que les aires de stockages de déchets. La vanne de confinement des eaux en cas d'incendie apparaît dans la légende mais n'est pas représentée sur le plan. **Ceci constitue une non-conformité.** Par courriel du 9 octobre 2023, l'exploitant a transmis le plan sécurité mis à jour sur lequel apparaît la vanne de confinement (guillotine). **Ceci permet de lever la non-conformité ;**
- des extincteurs : ils ont été vérifiés par une entreprise spécialisée en juillet 2023 ;
- trois poteaux incendie à l'extérieur du site positionnés respectivement à 80 m, 125 m et 145 m du site.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer s'ils étaient opérationnels. **Ceci constitue une non-conformité.**

Non-conformité n° 3 : Des poteaux incendie se trouvent à proximité du site. Or, leur disponibilité (pression et débit) n'a pas été démontrée.

- un groupe motopompe associé à une réserve d'eau d'1 m³. Au cours de la visite, il a été constaté la présence de cette cuve associée à un groupe motopompe mais aucune matérialisation ne permet de savoir que cette cuve est positionnée à cet endroit. Par ailleurs, il n'est pas démontré que cette cuve puisse être déplacée à l'intérieur du site. **Ceci constitue une non-conformité.**

Non-conformité n° 4 : Un groupe motopompe associé à une réserve d'eau d'1 m³ est présente sur le site. Or, aucune matérialisation ne permet de savoir que cette cuve est présente sur le site. Par ailleurs, il n'a pas été démontré qu'elle pouvait être aisément déplacée.

S'agissant des RIA, l'exploitant a indiqué ne pas avoir assez de pression d'eau lui permettant de les installer. **Ceci constitue une non-conformité.**

Non-conformité n° 5 : Le site ne dispose pas de RIA.

Enfin, l'exploitant a précisé qu'il envisageait l'installation d'un poteau incendie sur site. Il débute ses réflexions sur ce sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les installations respectent les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : Il convient de rappeler qu'un incendie a été déploré sur le site de SOREVO en date du dimanche 5 juin 2022. En raison d'une météo orageuse ce jour-là, et sans aucun indice sur l'origine de l'incendie, le sujet de la foudre a été abordé au cours de l'inspection qui a suivi l'incendie. L'exploitant n'avait pas fait réaliser d'analyse du risque foudre ni d'étude foudre qui en découle. L'exploitant a ainsi fait réaliser, dans un premier temps, une analyse du risque foudre dont le rapport a été édité le 9 septembre 2022, suite à une visite sur site du 5 juillet 2022. Il a ensuite fait réaliser une étude technique foudre dont le rapport a été édité le 19 octobre 2022. L'ARF et l'ERF ont été réalisées par le même prestataire. Or, les conclusions de cette étude ne sont pas probantes pour l'exploitant. Dans son courriel du 9 octobre 2023, l'exploitant transmet un document de positionnement dans lequel il précise, dans un premier temps, que la méthode probabiliste de l'analyse du risque foudre utilisée par Experatec n'a pas calculé de besoin en protection. Par ailleurs, à l'issue de l'incendie survenu en juin 2022 en période orageuse, aucun lien de causalité n'a pu être démontré. Au vu de la quantité de ferraille présente sur le site, l'exploitant considère que la foudre frappera toujours sur le stockage de ferraille. A cet effet, l'exploitant ne souhaite pas mettre en place de dispositifs techniques anti-foudre, considérant que leur mise en place représenterait des coûts inutiles. L'exploitant ajoute, en revanche, avoir réalisé des investissements ces derniers mois sur le renforcement de la prévention du risque incendie : installation des murs coupe-feu 2 h, installation de caméras thermiques, vérification des installations électriques par thermographie, vérification des extincteurs et du désenfumage. Non-conformité n° 6 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre les protections requises à l'issue de l'analyse du risque foudre. L'inspection entend les arguments de l'exploitant. Toutefois, il convient de rappeler que le prestataire est <u>qualifié qualifoudre</u> et qu'il précise bien, dans l'analyse du risque foudre, que la méthode déterministe l'emporte sur la méthode probabiliste.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>Le sol du bâtiment industriel abritant l'activité de broyage de câbles et de presse à balles est couvert par une dalle étanche bétonnée.</p> <p>La surface du site est entièrement recouverte par une dalle bétonnée étanche. L'état et l'étanchéité de la dalle font l'objet d'entretien et de surveillance à intervalles réguliers (au moins une fois par an). Ces contrôles sont tracés et les éléments justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Des aires spéciales, étanches, nettement délimitées par des parois, sont réservées pour les stockages de déchets à l'air libre.</p> <p>Les parois de ces casiers présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour le stockage des batteries : parois REI 120 d'une hauteur de 3 mètres,• pour tous les autres stockages de déchets : parois REI 120 d'une hauteur de 5 mètres. <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Au cours de l'inspection, il a été constaté que les casiers à l'arrière du site, qui permettent de stocker les différents déchets, étaient entourés de blocs coupe-feu. Le plan transmis par l'exploitant par courriel du 9 octobre 2023, complété à la demande de l'inspection, reprend la disposition des murs coupe-feu (blocs) actuels et ceux à venir (autour de l'activité de broyage de câbles). Le sol extérieur semblait entièrement imperméabilisé. Par endroits, l'exploitant a disposé des bâches au sol afin de le protéger des différents frottements et limiter ainsi la réfection de la dalle béton. <p>Lors de la visite du bâtiment renfermant l'activité de broyage de câbles et de presse à balles, il a été constaté que la dalle semblait en béton et étanche.</p> <p>Au cours de l'inspection, il a été constaté la présence de 2 bennes de batteries couvertes par des bâches. Deux parois perpendiculaires coupe-feu entouraient ces bennes.</p> <p>Au cours de la visite sur site, il a été constaté que des hauteurs de stockages dépassaient 5 m. L'exploitant a indiqué que ces grandes hauteurs de stockages étaient ponctuelles et ne duraient que le temps que les salariés travaillent dessus et qu'en fin de journée, ces stockages étaient lissés.</p>
Observations : L'exploitant s'assure que les stockages de déchets ne dépassent pas 5 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet